

29 Octobre 1934

## **I- Etre aimés ... ou ne pas être**

« Etre aimés, n'en demandons pas tant », déclare M. Stanislas Reinzler. Et de conclure que la France doit se trouver satisfaite si elle arrive à être « supportée » en Syrie et, pour son rayonnement intellectuel, désirée » au Liban.

Il y a là, évidemment, un pessimisme voulu et un parti pris de sécheresse. La mode n'est plus au sentiment. Il ne faudrait pourtant pas oublier que, jusqu'en 1919, les liens franco-libanais ont été seulement sentimentaux : que les premiers Français débarqués à Beyrouth ne se sont réclamés de rien d'autre, et que le sincère enthousiasme qui les a accueillis tenait plus à ces liens qu'à des évocations de progrès matériels.

Si les sentiments de certains ont changé, ce n'est pas à nous à en chercher les causes. Mais la présence de la France s'est justifiée en Syrie et au Liban, avant toute chose, par des sentiments.

Ne pas en tenir compte, c'est se priver délibérément d'un puissant atout et c'est méconnaître un état de fait. La France est aimée. Les dissensions passagères d'ordre politique, les difficultés de concilier parfois l'action de la puissance mandataire avec les aspirations nationales n'arriveront pas à transformer l'attitude du Liban.

Et quand un Français néglige la seule raison pour laquelle on a confié à son pays le sort du nôtre, il donne des arguments gratuits à ceux qui luttent contre l'existence et le principe du mandat.

## **II.- Politique et Economie**

Notre relèvement économique est à l'ordre du jour. Un plan de grande envergure a été élaboré ; le financement des travaux a été prévu, et peut-être même heureusement réalisé ; de multiples efforts ont été dépensés pour atténuer les effets de la crise, et donner à l'activité économique une vigueur nouvelle.

L'opinion, à qui toutes ces réconfortantes nouvelles sont annoncées, et qui se réjouit de ces projets de routes et d'irrigation, se demande cependant quel régime politique lui est, en outre, préparé ? Quel programme de relèvement politique lui est, en outre, préparé ? Quel programme de relèvement politique », quelle forme de gouvernement ?

Le pays sent bien que les mesures envisagées par le Haut-Commissaire pour remédier à la situation actuelle ne pourront se limiter, et ne se limiteront point au seul plan économique.

Les questions d'ordre économique et politique ne constituent pas deux problèmes, qui puissent se poser et se résoudre séparément, mais bien plutôt les deux aspects d'un même problème.

Le baron Louis réclamait une bonne politique, « pour donner à son pays de bonnes finances ».

Sans remonter si loin, ni si haut, on a pu voir, chez nous, comment, en 1932, un déficit budgétaire a pu servir de motif à suspension de la constitution.

Maintenant que l'on se préoccupe de remettre de l'ordre dans la maison, ne serait-il pas bon et nécessaire et urgent d'instituer un régime politique stable et un gouvernement fort ?

Toute œuvre utile doit être une œuvre de longue haleine. Quelle besogne fructueuse peut-on attendre d'un gouvernement « provisoire » ? L'incertitude du lendemain est mauvaise conseillère. Le pays ne le sait que trop.

Dans quelque trois semaines, la chambre libanaise sera réunie. Cette première session de l'année est normalement consacrée à l'étude et à la discussion du budget. Mais la situation politique exceptionnelle, où nous nous trouvons, peut légitimer des mesures d'exception.

Et c'est pourquoi nous espérons que le souci de l'équilibre budgétaire n'empêchera point les députés d'être fixés sur la forme du régime politique qui sera enfin institué...

...Et ce sera d'ailleurs pour le salut de nos Finances.